

De Médiateur à AstraZeneca: Mensonges et corruptions au sein de la gouvernance française et européenne



[Source : Les 7 du quebec]



Par *Dominique Delawarde*.

Contexte historique, affaire Médiateur

Le 29 mars prochain, l'un des plus grands scandales sanitaires ayant directement concerné notre pays va trouver son épilogue. C'est celui du Médiateur.

Près de 5 000 victimes, 376 avocats, 25 prévenus révèlent l'ampleur de ce scandale dans lequel sont impliqués le laboratoire pharmaceutique *Servier* (le corrupteur), mais surtout les présumés corrompus, de l'appareil exécutif, politique ou sanitaire de notre pays, poursuivis par la justice (*source pour la liste nominative ci dessous: Wikipedia*)

Marie Thèrèse Hermange, ancienne sénatrice, rapporteur du rapport sénatorial sur le Médiateur de 2011, mise en examen pour trafic d'influence ou complicité de trafic d'influence (selon les sources). Claude Griscelli, Professeur de médecine, soupçonné d'avoir fait modifier le rapport sénatorial sur le Médiateur de 2011 par Marie Thèrèse Hermange, consultant médical au laboratoire *Servier* pour 90000 euros/an. Mis en examen pour trafic d'influence. Jean-Michel Alexandre, président de la commission d'autorisation de mise sur le marché (AMM) au ministère de la Santé de 1985 à 1993, puis directeur de l'évaluation du médicament de l'Agence du médicament de 1993 à 2000. À sa retraite, il devient consultant pour *Servier* via une société écran, rémunéré plus de 1,1 million d'euros pour la période 2001-2009. Il est soupçonné d'avoir été mis sous influence financière par *Servier* lorsqu'il était fonctionnaire. Éric Abadie (décédé), directeur de l'évaluation à l'Afssaps à partir de 2007, chargé de la pharmacovigilance, mis en cause pour avoir caché que son épouse était l'avocate des laboratoires *Servier*. Dominique Maraninchi mis en examen pour homicides et blessures

involontaires comme représentant légal de l'ANSM (Agence Nationale de Sécurité du Médicament). Michel Detilleux, Jean-Roger Claude et Bernard Rouveix: experts rémunérés par Servier qui siégeaient simultanément à des commissions des autorités de santé statuant notamment sur des produits du groupe pharmaceutique, ils sont mis en examen pour «prise illégale d'intérêts». Jacques Massol, ancien membre de la Haute Autorité de santé et de la Direction générale de la santé, et François Lhoste, ancien chargé de mission au ministère de la Santé, sont mis en examen pour «prise illégale d'intérêts».

Outre les chefs d'inculpation retenus contre les personnes physiques, ceux retenus contre les personnes morales (*laboratoire Servier*, ses filiales et l'ANSM) sont, eux aussi édifiants: «tromperie aggravée», «homicides et blessures involontaires», et «escroquerie» au préjudice de la sécurité sociale et des mutuelles.

Rappelons que les effets nocifs du Médiator étaient dénoncés dès 1997 dans «la revue *Prescrire*», que ce médicament avait été retiré du marché en Italie (2003) et en Espagne (2004) pour ses effets nocifs, mais qu'il a pu se maintenir en France jusqu'en Novembre 2009 grâce à la corruption par «Big Pharma» qui gangrène les institutions politiques et sanitaires de la France. Il est surprenant et choquant pour les honnêtes gens et pour les victimes, qu'il ait fallu 11 ans pour que justice soit rendue dans cette affaire alors que plusieurs prévenus et de nombreux plaignants sont déjà décédés.

Il ne serait pas surprenant, en revanche, que l'ampleur et l'étendue de la corruption étant ce qu'elles sont devenues, aujourd'hui, dans notre pays, le verdict du 29 mars dans le procès du «Médiator» soit plus clément qu'attendu pour les corrupteurs et les corrompus ...«Selon que vous serez puissant ou misérable les jugements de cour vous rendront blanc ou noir».

C'est dans ce contexte judiciaire que survient la pandémie de la Covid-19. Il nous faut bien constater, hélas, ce qui apparaît de plus en plus clairement dans la gestion calamiteuse de cette épidémie en France, que rien n'a véritablement changé pour ce qui est de la corruption encore trop importante d'une partie de notre personnel politique et de nos institutions sanitaires.



Ce n'est pas sans raisons que *Transparency International* a déjà dénoncé cette corruption par l'industrie pharmaceutique, <https://www.lesechos.fr/2016/06/transparency-international-denonce-la-corruption-dans-lindustrie-pharmaceutique-207127> et que celle-ci a été, dans le passé, régulièrement pointée du doigt, arguments à l'appui, par certains médias.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/RIVIERE/10610>

Ce qui pose problème aujourd'hui, c'est que les médias mainstream français ne dénoncent plus ce genre de «détails». Ils font cause commune avec les laboratoires pour une raison très simple. Une poignée de milliardaires ont pris le contrôle de 90% des médias en France. La connivence et la collusion entre eux et les politiques au pouvoir qui accordent les subventions sont d'un intérêt mutuel bien compris. Leur connivence et leur collusion avec les milliardaires qui contrôlent *Big Pharma*, les *GAFAM* (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), les banques et la spéculation boursière, sont également d'un intérêt mutuel bien compris. Les requins ne se dévorent pas entre eux, surtout lorsqu'ils appartiennent au petit monde qui contrôle la finance et l'économie mondiale et qu'ils appartiennent, le plus souvent, à la même communauté.

Corrupteurs et corruptibles

Mais pour qu'il y ait des corrupteurs, encore faut-il qu'il y ait des responsables politiques et sanitaires prêts à se laisser corrompre. C'est, hélas, trop souvent le cas au sein de la commission européenne et du parlement européen mais aussi au sein des exécutifs de tous les états de l'UE, et, pour ce qui nous concerne, au sein de l'exécutif français et de ses instances sanitaires.

En janvier 2020, 11 882 lobbies étaient inscrits au registre européen dit «de transparence»:

<https://www.touteleurope.eu/actualite/fact-checking-bruxelles-strasbourg-nids-de-lobbyistes.html> Selon les sources, de 25 000 à 30 000 lobbyistes exerceraient leur influence à Bruxelles dont 7 526 accrédités auprès d'un parlement qui ne compte pourtant que 751 membres

L'affaire du Remdesivir



Analyser les sagas concernant l'achat massif par l'Europe et la promotion surprenante d'un médicament notoirement nocif (*Remdesivir*) qui rappelle fâcheusement le précédent du *Médiator*. Analyser le choix d'un cabinet de conseil sur la stratégie vaccinale d'une campagne de vaccination française chaotique et désorganisée, avec des vaccins encore «expérimentaux» et donc non «aboutis», tout cela est édifiant pour qui accepte de se livrer à cet exercice.

Il ne fait plus aucun doute aujourd'hui que le bras de fer mené par les suppôts corrompus de *Big Pharma* et leurs relais complices des médias mainstream contre la *chloroquine* et *l'azytromicine* recommandées par le professeur Raoult n'avait qu'un seul but: promouvoir le *Remdesivir* et le vaccin, au plus grand profit de *Big Pharma* ... La pitoyable étude du *Lancet*, rétractée pour fraude avérée, mais prétexte, en France, à l'interdiction faite aux médecins de ville de prescrire, a montré de triste manière jusqu'où les corrupteurs de *Big Pharma* pouvaient aller et à quel point ils pouvaient réussir leur manœuvre auprès d'un appareil exécutif peut être plus corrompu qu'ailleurs.

La technique utilisée dans cette «guerre de l'information» était bien connue et a été parfaitement décrite par *Anne Morelli*. Le 3ème principe élémentaire de cette propagande de guerre contre la chloroquine a été utilisé: il consistait à répéter un mantra (ce que BFMTV et France Intox savent faire et font à longueur de journée): «le chef du camp adverse (*Raoult*) a le visage du diable (ou «du charlatan de service»).

Faire douter l'opinion, salir, décrédibiliser, détruire le chef du camp adverse, c'est remporter la partie. Manque de chance pour les corrompus, Raoult est un «géant» et il n'était pas seul. Il avait à ses côtés son équipe de professeurs d'élite de l'IHU de Marseille, tous plus titrés les uns que les autres, dont aucun n'a fait défaut ou n'a trahi ses convictions malgré les sollicitations dont ils ont du faire l'objet. Il avait derrière lui des dizaines de milliers de médecins français, des centaines de milliers de médecins dans le monde entier qui soutenaient et appliquaient son protocole. Une étude anglosaxonne a d'ailleurs montré que les deux médicaments les plus prescrits contre la Covid dans le monde, par les médecins de terrain, ont été 1 – l'Azytromycine 54% et 2 – la chloroquine 49% avec des résultats «observés» bien meilleurs que dans tous les pays qui ont fait l'impasse sur ces traitements efficaces et peu onéreux. <https://www.maltraites-ledoc.com/>

S'agissant de la stratégie vaccinale en France, les plus hauts niveaux de l'État français ont fait appel à un cabinet US (Mc Kinsey) pour la diriger. Ceci doit inciter le citoyen français à se poser quelques séries de questions:

1 – N'existe-t-il pas, en France, suffisamment de structures compétentes pour remplir ce genre de mission ? Pourquoi faire appel et sous traiter à un cabinet de conseil US une mission qui concerne directement les intérêts et la santé des français ? La gestion US de la crise sanitaire, la plus mauvaise au monde si l'on s'en tient aux résultats, doit-elle être considérée comme un

modèle à suivre par nos dirigeants ?

2 – Pourquoi choisir le «sulfureux» cabinet conseil *Mc Kinsey* dont l'histoire récente a été marquée par des scandales à répétition ? Ce cabinet vient tout juste de verser 573 millions de dollars pour clore les procédures engagées contre lui par 49 États US, après la mort de 500 000 Américains suite à un usage abusif d'opioïdes (conseillés par McKinsey). Ce cabinet est également à la base du plus gros scandale financier de l'Histoire: *ENRON* ! voir le paragraphe scandales et controverses sur l'article de Wikipedia : https://fr.wikipedia.org/wiki/McKinsey_%26_Company

3 – N'y aurait-il pas encore derrière le choix d'un cabinet mafieux, US de surcroît, une nouvelle saga de corruption dont l'appareil d'État français semble aujourd'hui avoir le secret?

S'agissant des attitudes contrastées de l'exécutif sur l'administration du vaccin *AstraZeneca* à la population, on note celle de Mr *Véran* s'accrochant, comme ses prédécesseurs l'avaient fait en soutien du Médiateur, à l'innocuité du produit, s'opposant aux décisions prises dans 7 pays européens et en Afrique du Sud. On note avec amusement teinté de scepticisme et de mépris pour l'intéressé, que le vaccin est, pour lui, inoffensif donc recommandé malgré quelques «rares??» effets secondaires. <https://www.francesoir.fr/societe-sante/deces-post-vaccination-l-e-droit-de-savoir> mais qu'en revanche, la chloroquine qui, administrée aux bonnes doses en début de maladie, est efficace et sans aucun effet secondaire sur des millions de patients, reste interdite de prescription en France (?????)

S'agissant du Président, qui gère beaucoup mieux que son ministre son risque pénal en se défaussant sur la décision de l'Agence Européenne du médicament, il n'ignore pas, évidemment, que cette agence européenne est aujourd'hui la plus corrompue de toute, ce que l'on peut comprendre lorsque des dizaines de milliards de profit sont en jeu pour *Big Pharma*... On connaît d'avance la préconisation qui sera faite et qui ne tiendra, évidemment, aucun compte de l'intérêt et de la santé des populations européennes.



Lorsqu'on prend conscience du marigot putride de corruption dans lequel baignent nos institutions européennes et nationales, on ne s'étonne plus qu'un sondage récent révèle qu'*Emmanuel Macron* inspire principalement de la "colère" (28%), du "dégoût" et du "désespoir" (21%), de la honte (18%) aux Français

<https://www.tvlibertes.com/actus/un-sondage-revele-quemanuel-macron-inspire-principalement-de-la-colere-du-degout-et-du-desespoir-aux-francais>

Rien d'étonnant non plus que des appels argumentés à la résistance civile se multiplient sur la toile:

https://videos.files.wordpress.com/kAglcnp3/appele-a-la-resistance-civile-et-a-u-reveil-des-consciences_mp4_dvd.mp4

Rien ne vaut, pour conclure, un peu d'humour lié à la situation que nous connaissons:

Moins drôle : La crise sanitaire a coûté plus de 160 milliards d'euros à l'État en 2020 (lefigaro.fr)